

pour une Pologne soviétique indépendante comme maintenant, et nous resterons partisans d'un départ des troupes soviétiques comme seul moyen de concentrer toutes les forces laborieuses pour la défense de la propriété collective. Où est la « contradiction » ?

En réalité Marcoux, qui tout comme Shachtmann, reprend aujourd'hui des arguments qu'il a lui-même combattus avec tant d'acharnement dans le passé, remplace tout au long de sa conclusion la défense de l'U.R.S.S. telle qu'elle a été conçue par Trotsky et défendue par l'Internationale par la caricature que les « défaitistes », manquant absolument de scrupules au point de vue de l'honnêteté politique, en font régulièrement. Marcoux sait très bien que la défense de l'U.R.S.S. n'a jamais signifié pour nous défendre tous les mouvements de troupes russes, ou nous solidariser avec la politique (militaire ou autre) de Staline. Marcoux sait très bien que Trotsky a écrit de longues pages pour détruire le mensonge de « l'union sacrée avec le Kremlin », qui serait impliquée dans notre politique de défense de l'U.R.S.S. Il sait fort bien que dans aucune condition nous ne ferons des « unions sacrées » avec le stalinisme, et qu'alors pareille supposition même en temps de guerre, dans le glacis, où le rôle réactionnaire du stalinisme prend tout son relief, est absolument absurde.

Reste la question de la guerre ; ici il faut s'entendre. Nous subordonnons la question de la défense de l'U.R.S.S. à la question de la révolution mondiale. Répondant à la question : que feriez-vous si l'armée russe entraînait aux Indes pour écraser là-bas un mouvement révolutionnaire, Trotsky répondit sans hésitations : nous serions pour la défaite de l'armée russe ! Même du point de vue de la défense de la propriété collective russe. Cette position est absolument logique ; car la victoire de la révolution hindoue serait un élément infiniment plus important pour empêcher toute destruction de la propriété collective en U.R.S.S., que telle ou telle avance de l'armée russe.

D'autre part, il ne s'agit pour nous d'aucun dogme, mais d'une politique concrète, appliquée dans des conditions concrètes et dans le cadre de situations concrètes. Si la guerre éclate avant que le mouvement ouvrier européen et mondial ait été annihilé, — supposition qui nous paraît hautement improbable sinon exclue —, une occupation de la France où continue à exister un mouvement ouvrier puissant et un P.C.I. ayant une influence non sans importance équivaldrait à l'éventualité d'une occupation des Indes révolutionnaires esquissée plus haut. L'effondrement de l'Etat bourgeois qui suivrait le début de l'occupation ouvrirait une période révolutionnaire de grande envergure. Nous serions immédiatement pour l'évacuation, nous serions « défaitistes » par rapport à l'armée russe, parce que seul le départ de cette armée

éviterait l'écrasement du mouvement révolutionnaire qui aurait sa chance historique de vaincre. Une victoire révolutionnaire pareille constituerait une défense infiniment plus sérieuse de la propriété collective russe qu'une occupation du pays par l'armée russe.

Si par contre, comme il est plus que probable, une guerre ne peut éclater qu'après une défaite préalable pour des décades du mouvement ouvrier, c'est-à-dire, si au début de la guerre toute chance d'action offensive du prolétariat était exclue, alors, n'étant pas des aventuriers, nous devrions nous retirer avec toute notre classe vers un travail de propagande patient et très lent. Dans ce cas, la défense de la propriété collective russe par un prolétariat révolutionnaire victorieux, étant exclu, pour toute une période historique, nous serions « défensistes » envers l'armée russe tout en continuant sans relâche notre propagande anti-stalinienne ; nous expliquerions aux travailleurs que le renversement de Staline, nous voulons le préparer par les ouvriers, pour la prochaine étape, et non pas confier cette tâche à Wall Street. Mais cette position serait bien « académique ». (Comme elle l'était en Allemagne en 1941, parce qu'aucune « masse » ne serait présente pour appliquer cette politique). Dans ces deux conditions, cependant, nous déterminons le caractère concret de la guerre non pas par des facteurs conjoncturels comme (« qui a attaqué », « l'indépendance nationale de telle ou telle petite nation est-elle en jeu »), mais bien par les facteurs fondamentaux : quelles sont les perspectives immédiates du mouvement ouvrier sur l'échelle mondiale et nationale ? Quelle est la nature de classe et le caractère politique de l'action des armées en présence. Où est l'inconséquence de cette position, camarade Marcoux ?

Mais toutes ces discussions au sujet du glacis en temps de guerre nous semblent vaines actuellement. Notre perspective n'est pas la guerre imminente, mais la lutte pour la révolution. Dans le cadre de cette perspective, dans le cadre de la perspective de longues années de luttes ouvrières, LA QUESTION DE LA LUTTE CONTRE LE STALINISME PASSE AU PREMIER PLAN PARTOUT, en U.R.S.S. pour défendre et développer la planification contre le pillage de la bureaucratie, dans les pays capitalistes et ceux du glacis pour permettre le regroupement révolutionnaire et diriger les assauts des masses contre le capitalisme, pour la révolution socialiste. Cette conclusion là, nous l'avons tous tirée, et à ce sujet il ne peut y avoir de divergences entre nous. Nous disons clairement que dans toute la période historique dans laquelle nous sommes entrés, la propagande « pour la défense de l'U.R.S.S. » n'a pas de sens, sinon en tant qu'implication secondaire dans la lutte contre le stalinisme qui passe au premier plan.

Ça finit quand cela commence à devenir intéressant

La question des « définitions » et des « analyses » serait alors réellement une discussion vaine, — une fois qu'un accord sur la question de la lutte contre le stalinisme serait général — si elle ne détermine pas, en dernière instance LA QUESTION DE LA TACTIQUE ENVERS LES PARTIS STALINIENS qui est une question-clé pour la construction de nos organisations en Europe.

Et c'est ici que nous aimerions bien poser au camarade Marcoux quelques questions embarrassantes.

Il nous semble que son texte se termine précisément là où il commençait à être intéressant.

Marcoux est arrivé à la conclusion que « l'expansionnisme soviétique se traduit par la mainmise sur l'Etat bourgeois tout en gardant le caractère capitaliste de l'économie... ». Marcoux ne pense-t-il pas qu'en fonction de cette conclusion une révision de la question de la nature de l'U.R.S.S. et de la bureaucratie soviétique est nécessaire ?

Marcoux voit dans les pays staliniens du glacis les « conquérants de l'Etat bourgeois », c'est-à-dire, des partis qui maintenant constituent dans une certaine mesure eux-mêmes, l'Etat dans leurs sommets. Ne pense-t-il pas, dans ces conditions, qu'une révision de notre définition de la nature des partis staliniens est nécessaire ? Comment explique-t-il que dans ces

Un mot sur la méthode en guise de conclusion

Marcoux a commencé par condamner notre méthode. Il l'a caractérisée comme du « marxisme vulgaire », comme « un exemple typique de pensée schématique ». Nous n'avons jamais eu la prétention d'épuiser le débat par notre projet de thèses, — écrites pour le congrès du P.C.I., et en fait, pas destinées à devenir le « texte de base » pour une discussion internationale. Il nous manquait trop, à ce moment, et de documentation, et de possibilité de contrôle sur les sources.

conditions, plusieurs partis staliniens comme celui de Tchécoslovaquie et de Bulgarie sont manifestement et librement suivis par la grande majorité des travailleurs ? Sur la base de cette double révision, celle de la nature de l'U.R.S.S., celle des partis staliniens, ne faut-il pas opérer une révision de la tactique envers le stalinisme en France et ailleurs en Europe ?

Que Marcoux n'ait pas la mémoire trop courte : Shachtman, lui aussi, commença par rejeter la « défense de l'U.R.S.S. » sans se prononcer sur la nature de l'Etat soviétique et de la bureaucratie. Il a été amené à nier le caractère « de partis ouvriers dégénérés et bureaucratisés » aux partis staliniens, avec toutes les conséquences que cela implique dans le cadre des questions comme : front unique, gouvernement des partis se réclamant de la classe ouvrière, etc.

Munis, lui aussi, rejette « inconditionnellement » la défense de l'U.R.S.S. sans se prononcer sur la nature de l'Etat soviétique. Cela l'a amené bien vite à rejeter le front unique, le gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T. et autres mots d'ordre transitoires.

Où se trouve Marcoux, au sujet de ces mots d'ordre ? Se rend-il compte de la logique interne de sa nouvelle orientation ?

Mais nous pensons que les accusations de Marcoux se sont avérées sans fondement à travers cette polémique. Le « projet de thèse » a besoin d'être revu et complété. Une explication sérieuse du « glacis » ne peut se faire cependant, que dans les cadres des lignes qu'il a tracées.

Mais à notre tour nous dirions maintenant : Ce n'est pas par hasard que Marcoux se limite à mettre en relief l'aspect formel, juridique des choses.

Ce n'est pas par hasard, que son analyse ne couvre qu'une étape du développement du glacis, en la présentant comme définitive.

Ce n'est pas par hasard que Marcoux s'abstient complètement de tout pronostic sur l'avenir du glacis, qu'il n'indique aucune voie d'évolution pour ces pays, que de son analyse ne ressort aucunement quel sera le mécanisme de leur développement futur.

Ce n'est pas par hasard que Marcoux se tait complètement sur la lutte de classe, que celle-ci n'a aucune place dans son schéma, ni en ce qui concerne la lutte entre la bureaucratie et la bourgeoisie nationale, ni en ce qui concerne la lutte de classe prolétarienne.

Ce n'est pas par hasard que Marcoux est forcé de passer sous silence tous les phénomènes concrets, tous les faits réels, qui constituent un indice ou un résultat direct de cette lutte de classe et qui bouleversent sa théorie.

Ce n'est pas par hasard que Marcoux doit avoir recours aux vulgarisations et falsifications de la position de l'Internationale utilisées depuis tant d'années par tous les « défaitistes » sans scrupules, et combattus dans le temps par Marcoux lui-même (« vous avez prévu que l'U.R.S.S. assimilerait tous les pays qu'elle occupe » ; « vous êtes pour l'union sacrée avec Staline », etc.).

Toutes ces positions s'expliquent très simplement par le fait que dans son ardeur de combattre un schéma, peut-être incomplet, mais un schéma marxiste, Marcoux élabore un schéma formel et vulgairement idéaliste, qui part des formes juridiques et des conceptions politiques et idéologiques pour expliquer l'état de fait social. La méthode de Marcoux est formelle et non pas dialectique : car elle ne voit pas les choses en leur développement, mais il les considère comme statiques ; il ne considère pas l'interaction de tous les facteurs, mais il isole un facteur pour en faire déterminer tous les autres.

Sa méthode est idéaliste parce qu'elle est toute entière basée sur une « politique », une « orientation idéologique » de la bureaucratie qui déterminerait le cours de l'histoire, hors rap-

port avec l'évolution des intérêts sociaux et de la collision des forces sociales.

Cela est étonnant de la part d'un camarade comme Marcoux duquel nous avons tous à apprendre quant à ses connaissances marxistes. Mais cela est impliqué par le fait que Marcoux dirige exclusivement son feu contre l'alle bolchevik-léniniste de l'Internationale. Celui qui combat cette aile avec conséquence, et logique dans ses idées, est forcé de choisir ses arguments en dehors du marxisme, d'utiliser d'autres armes que les armes marxistes.

C'est pourquoi nous demanderions au camarade Marcoux de revoir sérieusement sa théorie.

Plusieurs de ses conceptions ont leur place dans celles de l'Internationale et — disons-le franchement — la corrigent, la complètent et la renforcent. Marcoux a su mieux que quiconque rassembler les arguments qui détruisent absolument la thèse shachtmaniste d'une « expropriation de la bourgeoisie dans le glacis par la classe bureaucratique ». Le fait de la succession allemande et l'analyse séparée des pays ex-satellites et ex-enemis sont des moyens supplémentaires importants pour comprendre ce qui s'est passé dans le glacis.

Qu'il réaxe sa théorie à la lumière d'un rassemblement sérieux des données sur les événements de la dernière année.

Qu'il étudie l'évolution du « glacis » et l'orientation que d'après lui, prendra cette évolution, ainsi que les formes de la lutte entre la bureaucratie et la bourgeoisie nationale, — et nous espérons que sa place sera de nouveau dans nos rangs.

Mais s'il s'obstine à s'accrocher à ses erreurs présentes ; s'il n'abandonne pas sa conception formaliste et idéaliste ; s'il veut à tout prix conserver une « position originale », alors Marcoux s'éloignera comme Shachtman, comme Munis et comme, avant eux, tous ceux qui ont voulu « reviser » la conception trotskyste sur la question de l'U.R.S.S., de tout le marxisme, et cet éloignement ne s'arrêtera pas à la question du « glacis ».

Nous espérons, dans l'intérêt de notre mouvement, comme dans celui de Marcoux, que ce sera la première éventualité qui se réalisera.

10 août 1947.

Contre la défense de la Russie stalinienne

par A. GOLDMAN

Les conséquences de la victoire de l'armée stalinienne ont été si dévastatrices de la révolution socialiste que l'on aurait pu escompter que la Quatrième Internationale tout entière abandonne le mot d'ordre de la défense sans grande discussion. Mais si grande est la puissance d'une formule créée par un maître, même lorsque le maître lui-même accordait peu d'attention aux formules, qu'il devient presque impossible d'en détacher les suivants aveugles.

Défendre la Russie stalinienne signifie non seulement offrir une explication de ce que nous défendons mais aussi, partout où cela est possible, aider l'armée stalinienne à remporter la victoire. Ce cours était peut-être justifié lorsque nous ne connaissions pas les résultats réels qui s'ensuivraient d'une telle victoire. Maintenant, ces résultats criant à nos faces, aider l'armée stalinienne à remporter la victoire signifie, indépendamment de nos intentions, partager la responsabilité des crimes du stalinisme résultant de cette victoire. Il est, pour le moins, criminellement téméraire de souhaiter la victoire d'une armée qui n'est rien d'autre que l'instrument d'un groupe qui désire accroître le nombre des gens sous sa domination oppressive et de travailler pour cette victoire.

Il n'est pas nécessaire de s'étendre sur les conséquences de la victoire stalinienne. Le seul facteur très important qui a empêché la révolution socialiste en Europe orientale fut l'armée russe. A cause de cette victoire la force des partis staliniens a été grandement stimulée et la faillite du développement de la révolution socialiste, en France et dans d'autres

pays de l'Europe occidentale, peut être attribuée au fait que les ouvriers ont suivi les partis staliniens. La victoire de l'armée stalinienne a signifié le vol et le pillage de l'Europe orientale et de la Mandchourie ; elle a signifié le travail forcé et la mort pour des millions d'ouvriers et de paysans allemands, polonais, balkaniques, baltes, et japonais.

Exprimant leurs regrets des conséquences de la victoire de l'armée stalinienne, les théoriciens officiels de la Quatrième Internationale s'accrochent à la formule de Trotsky relative à la propriété nationalisée et se basent entièrement sur cette formule. Le camarade Germain écrit, au sujet des résultats « brillants » obtenus par les staliniens dans la reconstruction des parties dévastées de la Russie, et mentionne sans plus les millions d'esclaves qui ont rendu possibles ces résultats « brillants ». Ce sont des gens qui n'ont pas avancé d'un pas depuis que Trotsky a écrit « la Révolution trahie ». Ils continuent avec le modèle créé par lui et ne diffèrent que dans leurs chiffres sur la production et la consommation.

Ces théoriciens apprendraient peut-être s'ils avaient l'occasion de présenter leurs théories et leurs chiffres aux misérables esclaves dans les camps de concentration staliniens. Ou bien sera-t-il nécessaire que la Belgique et la France soient occupées par « l'armée libératrice » de Staline avant qu'ils acquièrent quelques leçons pratiques sur l'économie et les rapports de production russes ? Espérons qu'ils n'auront pas à traverser cette amère expérience.

PROPRIETE NATIONALISEE ET DEFENSE

Nous avons basé notre défense de la Russie stalinienne principalement sur le fait que la propriété nationalisée, créée par la révolution prolétarienne, existait encore. Nous avons accepté sans preuve la proposition que la propriété nationalisée était, en soi, progressive contre la propriété capitaliste. Dans une certaine mesure, par conséquent, notre défense de la propriété nationalisée se basait implicitement sur la proposition que les

conséquences de cette forme de propriété sont nécessairement progressives.

La réalité nous a montré que les résultats de la victoire de l'armée qui défendit la propriété nationalisée, en Russie, et les intérêts de la bureaucratie n'étaient rien moins que progressifs, en examinant ces résultats du point de vue des intérêts de la révolution socialiste. L'admission implicite que les